

Rareté, rente et plus-value

Lahouari ADDI

Institut des Sciences Sociales d'Oran.

Revue *Les temps modernes*, mars 1983

Table des matières

- [1. Introduction](#)
- [2. Remarques méthodologiques.](#)
- [3. Rareté et rente.](#)
- [4. Rente et monopole.](#)
- [5. Rente, plus-value et théorie néoclassique.](#)
- [6. Conclusion](#)

Texte intégral

1. Introduction

Une tradition marxiste allant de Tougan-Baranowski aux économistes des partis de gauche d'aujourd'hui a tenté de construire *une économie politique marxiste positive*, parallèle à l'économie dominante, qui occuperait la fonction de celle-ci une fois la gauche au pouvoir. Confondant *critique marxiste* de l'économie politique et économie politique marxiste, cette tradition supposait non seulement pouvoir comprendre le capitalisme avec les catégories marxistes, mais encore le faire fonctionner, en contournant (comment ?) l'exploitation. Le marxisme orthodoxe qui procède de cette tradition, a du coup limité la portée de la critique marxiste à l'économie politique dominante en posant implicitement que chaque classe sociale avait sa propre économie politique. Partant de là, l'autre « économie politique » était rejetée en bloc et, de la *critique scientifique* on glissa lentement à la *polémique idéologique*. Les progrès enregistrés par l'économie dominante mettant au point de nouveaux concepts féconds pour la critique marxiste (élasticité, coefficient de capital, propension à consommer,,) le marxisme orthodoxe n'en avait cure.

Plus que cela, le marxisme orthodoxe a rejeté des notions appartenant à la problématique classique sous prétexte que la théorie néo-classique en a fait des référents. C'est le cas de la *rareté* et de la *valeur d'usage* frappées de discrédit théorique. Pourtant, la notion de rareté est une notion constitutive de l'objet même de l'économie politique. L'économie politique étudie les relations d'échange entre les hommes et sans rareté il n'y a point d'échange. On n'échange que les biens rares, à l'inverse des biens abondants dont toute personne peut en disposer en raison même de leur abondance. Quant à la valeur d'usage, assimilée à l'utilité néo-classique elle a été expurgée ou plutôt évacuée. La demande, le marché, les besoins... sont des notions suspectes. Le discours marxiste a fonctionné jusqu'à présent sur la moitié seulement de son objet. L'autre moitié — la demande — a été niée. La production fonctionnait non pour la consommation mais pour elle-même. Pourtant, dans les *Grundrisse*, Marx a attiré l'attention sur la consommation, moment indispensable de la reproduction globale.

En principe, la critique marxiste aurait dû suivre de très près son " objet " — l'économie politique — et montrer le caractère *contingent* de chacun des concepts nouveaux ou anciens utilisés. La critique marxiste aurait dû s'enrichir au fur et à mesure que l'économie politique approfondissait sa réflexion théorique et pratique. Malheureusement, au lieu de cette évolution, nous avons assisté à la tentative de construction d'une économie politique marxiste indépendante.

Il est vrai que Marx lui-même s'est laissé tenter à plusieurs reprises : le livre II du *Capital* aurait sa place dans l'Economie politique (à qui il a rendu de grands services) plutôt que dans sa critique. *Les schémas* de la reproduction élargie, à travers les équilibres qu'ils dévoilent, rappellent la problématique keynésienne. Keynes a-t-il lu Marx ? Sans vouloir répondre à cette question, il est symptomatique que le Marx du livre II soit le précurseur de J.M. Keynes. Mais si la filiation entre Marx et Keynes n'est que accidentelle, la filiation entre Marx et Léontieff est irréfutable. Dans la construction du Tableau d'Echange Inter-Industriel, W. Leontieff s'est directement inspiré des schémas de la reproduction élargie. Nous remarquerons au passage que l'économie dominante s'est enrichie de l'apport de Marx, mais que la critique marxiste, postérieure à Marx, ne s'est pas étoffée parallèlement à l'évolution de l'économie politique. Même *l'erreur* de la transformation des valeurs en prix de production aura été à l'origine d'un courant (néo-ricardien) en économie politique à travers les rectifications de L. Von Bortwieckz.

Les héritiers de Marx ont pendant un siècle paraphrasé le fondateur de la critique marxiste, au lieu d'expurger celle-ci de toutes ses erreurs et de l'approfondir en relation avec l'évolution de la société et de la pensée. Un philosophe arabe du Xe siècle, parlant du Coran, disait : « Il y a une manière d'obéir qui est la pire des désobéissances ». Le marxisme orthodoxe a tout à la fois mal obéi et bien désobéi, en passant à côté de la richesse épistémologique du matérialisme historique.

Deux raisons sont à l'origine de la vanité de la tentative de construction d'une « économie politique marxiste positive » :

a) La critique marxiste ne peut pas être élaborée sur des « concepts positifs » : plus-value, composition organique du capital, valeur-travail... sont des concepts critiques. La tentative de mesure de la valeur par la valeur-travail à travers la recherche d'un étalon de mesure ne peut qu'échouer, tout comme échouera la tentative de faire de la plus-value un concept opératoire dans la quantification du profit. Ces concepts sont nés pour être critiques vis-à-vis de l'économie politique et ils ne peuvent être plus que cela. La critique marxiste n'a aucune capacité théorique à « gérer » une réalité économique contemporaine du capitalisme. Les économistes soviétiques qui se sont rabattus sur le calcul à la marge et sur d'autres notions néo-classiques n'ont pas trahi leur appartenance idéologique. Dès lors que le *prix* — catégorie marchande — existe, exprimant une division sociale du travail forcément capitaliste (puisque'il est une catégorie marchande), il existe alors le thème même de l'objet de la théorie néo-classique — et ses fondements historique et épistémologique — qui impose son approche et ses concepts : élasticité, productivité marginale, propension à consommer, recette marginale, courbes d'indifférence... Nous touchons ici la deuxième raison pour laquelle la tentative de construire une « économie marxiste positive » est vaine.

b) Il est important de rappeler que la théorie dominante n'est pas prise à partie par la critique pour des raisons de *logique pure*. Il ne faut pas s'imaginer que la théorie dominante est un tissu de contradictions, d'erreurs et d'« inepties ». On se demanderait alors par quel processus

est-elle devenue dominante ? Des erreurs de logique peuvent être décelées chez tel ou tel auteur (comme on peut en trouver chez Marx lui-même). Du reste, la critique de la théorie dominante ne peut être menée qu'au niveau de ses prémisses et hypothèses. Il serait naïf de croire que la critique pourrait mettre à nu les erreurs de logique et le tissu de contradictions de la théorie dominante. Cette position relève de l'historicisme moral qui suppose que la logique est forcément du côté des opprimés et des dominés et que, tôt ou tard, la *vérité* éclatera. La théorie dominante, en tant que reflet de la réalité historique capitaliste, contient les contradictions de cette même réalité qu'elle ne peut dépasser. Le débat entre la théorie dominante et sa critique (marxiste) ne se pose donc pas en termes de logique/ erreur ; il se pose autrement. « L'hypothèse selon laquelle la *science des phénomènes économiques*, écrit K. Kosik, repose sur la psychologie et que les lois de l'économie sont essentiellement une explication, un développement et une objectivation de la psychologie, cette hypothèse accueille sans aucune critique, l'apparence phénoménale de la réalité qu'elle prend pour la réalité elle-même [1]. »

La rationalité de la théorie dominante puise sa substance et sa référence dans la rationalité de la réalité sociale capitaliste qui est l'horizon (actuel) de toute pensée. La raison et la logique, pour absolues qu'elles soient, ne se situent pas au-delà de cet horizon. Du reste, le refus de cet horizon n'a pas pour fondement la logique. Le fondement du refus ne peut être que la morale parce que le système capitaliste n'est pas irrationnel, il est surtout *injuste*.

2. Remarques méthodologiques.

Nous nous proposons de réfléchir sur la notion de rente et de montrer qu'elle est liée à la rareté, tout en menant notre réflexion du point de vue critique. La notion de rente renvoie à celle de rareté et, singulièrement, la critique marxiste a rejeté la seconde tout en gardant la première. La notion de rareté a été considérée comme un concept constitutif de la théorie néo-classique et, de ce fait, rejetée par la critique marxiste. Aussi, notre réflexion risque de poser des problèmes de cohérence méthodologique si la problématique du couple conceptuel rente/rareté n'est pas précisée.

La notion de rareté n'est pas plus néo-classique que ricardienne ou marxiste. La rareté est une relation quantitative objective entre une valeur d'usage et un consommateur. Les notions de valeur d'usage, de consommateur... peuvent-elles appartenir exclusivement à une école de pensée ? Elles ne le peuvent point en raison de leur degré d'empirie, désignant des catégories concrètes qu'aucune construction idéologique ne peut nier. On peut se poser des questions d'ordre épistémologique sur des catégories abstraites quant à leur signification, leur finalité... mais on ne peut faire de même pour des catégories concrètes. La notion de rareté n'est pas une conceptualisation abstraite susceptible d'appartenir exclusivement à une problématique théorique, et elle ne peut être rejetée par aucune problématique économique puisqu'elle est constitutive de l'objet même de l'économie politique, On peut critiquer les méthodes d'approche de l'objet, mais pas l'objet lui-même. L'erreur à éviter est celle qui consisterait à ériger la notion de rareté en concept central de la théorie marginaliste. Les théoriciens néo-classiques fondent la valeur sur la notion d'utilité marginale et non sur celle de rareté. Il y a évidemment un lien entre les notions d'utilité et de rareté, comme il y a un lien entre valeur d'usage et utilité et entre valeur d'usage et rareté. La relation quantitative entre la valeur d'usage et la rareté n'est pas autre chose que la valeur d'échange. Ecrire cela n'est pas tenir un discours marginaliste avec des notions marxistes ou encore tenir un discours *éclectique*, La réaction néoclassique a été une réaction idéologique contre la loi de la valeur et, étant

idéologique, il est possible de mener une critique épistémologique des notions qu'elle a construites pour occulter le réel. La réaction néo-classique a pour objet le réel [2] c'est-à-dire la production et la répartition des richesses sociales et il est possible de montrer le caractère idéologique de ses prémisses et hypothèses théoriques. Ceci dit, il y a certaines notions que la problématique néo-classique utilise mais qui ne lui appartiennent pas exclusivement. C'est le cas par exemple du calcul à la marge que les classiques, Marx notamment, ont utilisé sous la forme des rendements décroissant». Il y a encore des concepts opératoires que la théorie néoclassique a mis au point et qui ont une validité scientifique incontestable. C'est le cas, par exemple, du concept de l'élasticité de la demande. Réfléchissons au lien que peut avoir ce concept avec le concept marxiste de «réalisation ». Pourquoi une crise de réalisation peut-elle survenir?

Ces remarques visent uniquement à souligner la similitude d'un objet de pensée entre différentes problématiques théoriques qui approchent une même réalité sous des vocables différents. Le trait fondamental de la problématique néo-classique c'est son refus de la loi de la valeur travail et c'est vis-à-vis de ce refus qu'il s'agira de montrer le caractère idéologique du postulat sur lequel repose *l'ensemble conceptuel*. Mais cet ensemble peut aussi s'articuler sur des catégories concrètes dont la présence ne constitue pas forcément, pour cet ensemble, une preuve de scientificité. Une catégorie concrète, pour autant qu'elle est nécessaire, est insuffisante pour épuiser le procès scientifique de la connaissance. Il en est ainsi de la rareté qui est une catégorie concrète à qui la théorie néoclassique assigne une fonction dans son dispositif théorique, Que la rareté soit une « donnée objective » ne valide en rien le dispositif dans lequel elle est insérée.

Il en est de même pour la courbe d'offre et de demande à laquelle renvoient simultanément les notions de rente et de rareté et sur laquelle la critique marxiste a jeté un discrédit injustifié qu'a renforcé la critique de Sraffa [3]. Au lieu de montrer que la courbe d'offre et de demande n'a qu'une portée limitée dans l'explication de la valeur, la critique marxiste (postérieure à Marx) la rejette. La courbe d'offre et de demande ne contredit en rien la foi de la valeur et dont elle n'est en rien la négation. La théorie néo-classique pose comme postulat : la loi de la valeur n'a aucune validité scientifique et la valeur s'explique par la courbe d'offre et de demande. C'était suffisant pour le marxisme orthodoxe pour refuser toute validité, même partielle, à la courbe d'offre et de demande.

Les classiques n'avaient rejeté ni l'un ni l'autre aspect dans l'explication de la valeur. D. Ricardo écrit ; « Les choses, une fois qu'elles sont reconnues utiles par elles-mêmes, tirent leur valeur échangeable de deux sources, de leur rareté et de la quantité du travail nécessaire pour les acquérir [4]. » Dans le même ouvrage, plus loin. D. Ricardo explique pourquoi la rareté influe sur la valeur. Il écrit ; « Des produits dont un particulier ou une compagnie ont le monopole varient de valeur d'après la loi que Lord Lauderdale a posée ; ils baissent à proportion qu'on les offre en plus grande quantité, et ils haussent avec le désir que montrent les acheteurs de les acquérir ; leur prix n'a point de rapport nécessaire avec leur valeur naturelle [5]. » On peut discuter du principe de Lord Lauderdale et se demander pourquoi c'est ainsi. On ne peut le nier dans *un système où la distribution des revenus est inégalitaire*. C'est l'inégalité du revenu qui constitue le fondement historique et épistémologique de la courbe d'offre et de demande. On peut refuser l'inégalité du revenu et souhaiter son contraire, mais on ne peut la nier. Rejeter la courbe d'offre et de demande, c'est nier l'inégalité des revenus [6].

Marx évoque la courbe d'offre et de demande dans le livre III du *Capital* Dans la tradition classique, il ne la rejette pas, mais il précise qu'après les variations, une fois l'intersection

entre l'offre et la demande stabilisée, elle n'explique plus rien. Le principe de Lord Lauderdale est accepté par Marx qui écrit : « Si pour une catégorie donnée de marchandise la demande est supérieure à l'offre, un acheteur surenchérit sur l'autre, sans toutefois dépasser une certaine limite; ce faisant, il rend pour tous la marchandise plus chère que sa valeur de marché tandis que, de l'autre côté, l'ensemble des vendeurs essaient de vendre à un prix de marché élevé. Inversement, que l'offre soit plus grande que la demande, quelqu'un commence à vendre meilleur marché et les autres sont obligés de l'imiter, tandis que les acheteurs s'efforcent en commun de faire descendre le plus possible le prix de marché au-dessous de la valeur de marché [7]. » Mais «. en coïncidant, l'offre et la demande cessent leur action, et c'est précisément pour cette raison que la marchandise est vendue à sa valeur de marché. Quand deux forces égales agissent en sens opposé, elles s'annulent et ne se manifestent pas à l'extérieur. Des phénomènes se produisant dans ces conditions doivent trouver leur explication ailleurs que dans l'intervention de ces deux forces. Si l'offre et la demande s'annulent réciproquement, elles cessent d'expliquer quoi que ce soit...[8]" etc. La position de Marx là-dessus peut être résumée ainsi : l'offre et la demande s'égalisent par le biais de la concurrence et une fois leur égalisation obtenue, il apparaît un décalage entre la valeur d'une marchandise et sa valeur de marché. La courbe d'offre et de demande ne peut expliquer que ce décalage et ses variations ; elle ne peut donc expliquer la *valeur intégrale* de la marchandise vendue.

3. Rareté et rente.

L'appropriation privée d'un bien quelconque possédant une valeur d'usage découle de ce que ce bien n'existe pas en quantité abondante. Croire qu'un bien est rare parce qu'il est approprié juridiquement, c'est tomber dans l'idéalisme. La propriété juridique est une forme appartenant à la conscience sociale et, de ce fait, elle est subjective en tant qu'élément constitutif de la fausse conscience. La propriété juridique ne se trouve pas à l'origine d'un rapport social de production parce qu'elle en est elle-même l'effet. C'est une *illusion* juridique que de croire que la propriété juridique se trouve à l'origine de la rente que prélève le propriétaire. C'est la rareté qui fonde économiquement l'appropriation privée et celle-ci prend des formes de conscience sociale diverses pour légitimer la ponction sur le surproduit, appelée rente [9]. Pour que la rente perçue sur un bien existe, il faut que ce bien soit l'objet d'une appropriation privée ; or un bien ne peut être l'objet d'une appropriation privée que :

s'il présente une valeur d'usage quelconque,

s'il n'est pas disponible en quantité abondante, i.e., s'il est rare, Un bien est dit rare quand on ne peut se l'approprier sans contrepartie.

La rente ne découle pas de la nature d'un bien, elle découle du rapport quantitatif entre ce bien et les hommes. Sous les climats arides, des civilisations entières se sont bâties sur la rente hydraulique. Les propriétaires de l'eau étaient les véritables « féodaux » dans le système social du Sahara [10] dans lequel la possession de la terre n'avait aucune signification. Les singularités des formations sociales du désert par rapport à la norme européenne féodale provenaient de ce que les terres étaient abondantes et l'eau rare.

La rareté et l'abondance d'un bien *naturel* sont des données et, en tant que données, elles sont objectives. La rareté de l'eau ou de la terre, ici ou là, sont des contraintes objectives qui s'imposent à l'homme et qui influencent les rapports sociaux. L'air que nous respirons ne met pas en relation les hommes entre eux car pour respirer, nous n'avons pas besoin d'entrer en

contact avec Pierre ou Paul. Par contre, un bien non disponible met en relation des hommes entre eux dans la recherche de ce bien, la nécessité de l'échange provient de la rareté et les hommes entrent en contact lors de cet acte. Dans l'échange de valeurs d'usage rares, l'homme entre en contact avec d'autres hommes et non avec des biens. L'objet de l'économie politique est précisément cet échange qui se déroule dans un fond de rareté sans lequel il n'aurait pas lieu. Les fondateurs de l'économie politique classique n'ont pas discoursé dans le vide en délimitant l'objet de l'économie politique : la répartition du surproduit. De ce fait, ils ont jeté les bases d'une véritable science en délimitant un objet.

Une schématisation malheureuse laisse croire que la rente est la forme exclusive du surproduit du mode de production féodal et la plus-value celle du surproduit du mode de production capitaliste. A chaque mode de production correspondrait ainsi une forme spécifique de surproduit ou une forme spécifique d'extorsion du surproduit. Et si aujourd'hui la rente persiste encore, ce serait seulement dans l'agriculture, base matérielle du féodalisme, qu'elle se manifeste en tant que survivance. Une telle schématisation est source d'erreurs au niveau élémentaire : la rente n'est pas un surproduit mais plutôt une affectation, c'est-à-dire une ponction ou un transfert et elle n'est donc pas, comme la plus-value, une création ex-nihilo. Il est vrai que l'ordre féodal — la société européenne pré-capitaliste — se reproduisait grâce à la rente et sur la base de privilèges de propriété, de naissance, d'appartenance à un ordre nobiliaire... Mais il faut se rendre compte que tous ces privilèges, que justifiait l'idéologie — ou la fausse conscience — ne fondent pas en eux-mêmes la base matérielle du féodalisme : bien au contraire, ils en découlent ! La base matérielle de l'ordre féodal est principalement l'agriculture et, accessoirement, l'artisanat organisé en corporations. Dès lors que la terre est insuffisante pour être *également* appropriée par tous les individus, dès lors que le niveau de la productivité du travail agricole exige une superficie minimum, forcément le volume des terres à approprier sera insuffisant face au nombre des individus. Ce déséquilibre hommes-terres va entraîner l'appropriation privée, la concentration de la propriété foncière que défendront la force et la violence et que légitimera l'idéologie. La rente apparaît alors comme la contrepartie en valeur de la propriété foncière et elle se présente comme un phénomène socio-économique que produit la rareté et non comme un phénomène que produirait la superstructure du mode de production féodal. Au contraire, si les terres étaient abondantes, elles auraient pu être objet de jouissance individuelle sans rente et la logique sociale dominante n'aurait pas été la logique de l'ordre social féodal [11].

Dès lors, la rente persistera, au-delà du mode de production féodal, dans le mode de production capitaliste non en tant que survivance pré-capitaliste mais en tant que phénomène socio-historique lié à la rareté. Tout objet ou élément rare, disposant d'une valeur d'usage quelconque, sera approprié par ceux qui ont la capacité de se l'approprier. Cette capacité peut être soit la force légale ou illégale (le pouvoir et le contre-pouvoir), légitime ou non (l'idéologie) soit tout simplement le *pouvoir d'échange*. Dans le premier cas — la force et/ou l'idéologie — il s'agira de l'ordre social féodal, dans le second il s'agira de l'économie d'échange généralisé, soit le capitalisme. Tout ce qui est rare est approprié par la force ou le pouvoir d'achat et procure à son « propriétaire légal et légitime » une rente. Il en est ainsi de la terre, mais il en est ainsi aussi des produits fabriqués, la rente s'ajoutant aux coûts de production.

La nouveauté du capitalisme est d'avoir éteint les rentes dans la circulation, en offrant des quantités qui correspondent aux « besoins » du marché à travers le mécanisme de la concurrence [12]. Le capitalisme abolit, en effet, d'une manière générale, les rentes qui apparaissent dans la circulation à travers la mécanique de la concurrence qui abaisse les prix

des produits offerts jusqu'au point correspondant à leur coût de production, point en-deçà duquel toute offre cesse, mais à la faveur du monopole, la rente réapparaît. Ceci dit, les rentes relatives aux facteurs naturels (rares) continuent d'exister sous le capitalisme en fonction de leur disponibilité. C'est pourquoi la rente foncière et la rente minière ne sont nullement des survivances féodales ou des rapports sociaux spécifiquement féodaux.

4. Rente et monopole.

Le capitalisme et le féodalisme ont tous deux pour fondement la propriété privée ; cependant, ils s'opposent dans leurs finalités respectives : la reproduction élargie et la reproduction simple. En socialisant la production, le capitalisme accroît la production et élargit le marché pour un plus grand profit. De ce fait, les limites de la rareté reculent et réduisent le volume des rentes jusqu'à extinction, en fonction des dimensions du marché, lesquelles dimensions ne sont ni rigides ni immuables puisqu'elles sont le produit d'une évolution historique.

Jusqu'à présent, nous n'avons parlé que de la rareté de biens et de valeurs d'usage non produits consciemment. Peut-on parler de rareté de marchandises, i.e. de valeurs d'usage produites par le travail humain? La rareté concerne aussi bien les facteurs naturels que les produits du travail humain. Et, précisément, les marchandises produites et pour lesquelles l'homme fournit tant d'efforts sont des marchandises rares. C'est parce qu'elles sont rares qu'elles sont produites. Non pour satisfaire quelque « besoin » humain inassouvi car le capitaliste n'en a cure. Des marchandises rares sont produites en raison de leur valeur d'échange» et en quantité telle que la valeur d'échange puisse contenir au moins les coûts de production. L'une des contradictions du capitalisme est précisément de produire des marchandises dont la valeur d'échange est grande en rapport avec le volume de la production. Plus est grand ce volume, moins est grande la valeur d'échange, d'où la concurrence acharnée que se livrent les capitalistes pour maximiser le profit à réaliser sur le marché. La valeur d'échange contient une rente — dite rente de marché — qui disparaît dès qu'un certain volume de la production est atteint. Cette rente n'est pas le profit, auquel elle s'ajoute si elle est positive, et duquel elle se retranche si elle est négative.

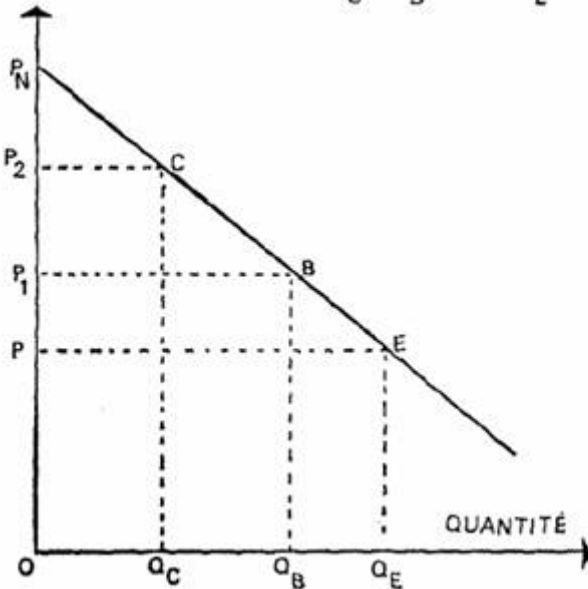
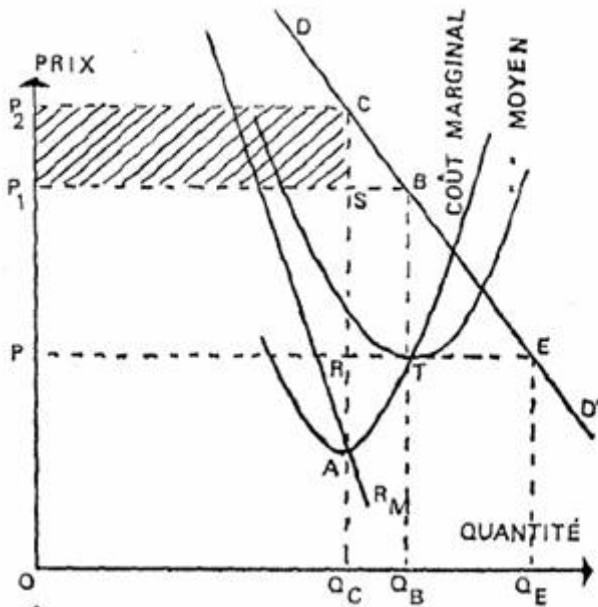
Certains auteurs assimilent la rente à la rente foncière car celle-ci est la première forme historique de rente. Les premiers hommes vivant directement et exclusivement des produits de la terre, il est logique que les rapports sociaux de production qui s'instaurent entre eux soient façonnés par la rente foncière, découlant de ce que la terre soit rare. Ailleurs, ce qui a été ressenti comme rare, c'est l'eau et, de ce fait, la première forme de rente a été la rente hydraulique. Mais la rente peut être foncière, hydraulique... ; on peut parler de rente de marché, de situation [13]... Elle semble aujourd'hui ne pas exister car elle se dissimule dans le profit. En tant qu'acheteur d'une marchandise, on peut bénéficier d'une rente sans que l'on ne s'en aperçoive. Une entreprise qui produit des quantités trop grandes connaît une crise de surproduction qui lui impose de vendre à un prix unitaire qui couvre à peine les frais engagés dans la production. Cette entreprise a produit une plus-value que l'acheteur a empoché sous forme de rente, la rente a été négative pour l'entreprise au point où elle a dû être financée par la plus-value produite et non réalisée.

Le capitalisme avait donc la possibilité de faire disparaître toutes les rentes de marché en augmentant sans cesse la production. Mais cette situation ne pouvait exister qu'en régime de *concurrence pure et parfaite*, ce qui est une simple hypothèse d'école, la réalité est tout autre et, assez vite, le capitalisme est passé d'un régime de concurrence imparfaite à un régime

monopoliste. Le monopole fait réapparaître la rente de marché sur de nouvelles bases. Une firme monopoliste qui impose un prix en modulant la quantité qu'elle écoule sur le marché, tente, à travers un profit optimal, de maximiser la rente. Tout le calcul fonctionnel de coût marginal et de recette marginale est né de cette nécessité, Le problème est simple. Devant deux variables que l'entreprise peut modifier (quantité et prix), quelle est la surface la plus grande sur le graphique qui représente le profit de l'entreprise sachant que la demande réagit aux fluctuations, des prix et des quantités?

Reportons-nous aux schémas de la page suivante. L'entreprise se trouve devant trois situations (P, P1 et P2) entre lesquelles elle va choisir. L'une des trois solutions est facile à écarter puisqu'elle ne prévoit aucun profit. En effet, au prix P et produisant la quantité Qe, l'entreprise n'aurait fait que satisfaire la demande au point E. La deuxième solution, qui égalise coût moyen et coût marginal, produit une quantité Qb offerte en B au prix P1,. Le profit est alors représenté par la surface P1 B T P. La troisième solution, et c'est celle qui sera choisie, égalise la recette marginale au coût marginal et fixe la quantité à Qc et le prix à P. Le profit réalisé sera représenté par la surface P2 C R P. La rente, représentée *par la* surface P2 C S P1 compense largement le manque à gagner provoqué par la baisse de la quantité de Qb à Qc. Cette surface, représentant la rente de marché, ne peut varier indéfiniment : au point B, la surface disparaît et la rente *est* nulle (quantité Qb et prix = P1) ainsi *qu'au* point Pn où la quantité est nulle.

L'aire de variation de la rente est donc le triangle B P1 Pn et toute la stratégie de la firme est de le maximiser.



On comprend donc la signification des ententes entre deux ou trois entreprises monopolistes, ententes pouvant porter sur les prix ou sur les quantités à produire. Elles visent à maximiser la *rente monopoliste*, à travers des stratégies complexes (théories des jeux) propres à enrayer les tendances concurrentielles, rente financée du reste par des plus-values produites ailleurs.

La rente, dont nous parlons ici, est empochée par l'entreprise; qui fixe ses prix. Elle modifie donc le taux de profit et devient un élément constitutif de celui-ci. A ce titre elle est importante et cela nous permet de faire trois remarques :

- a) L'importance de la rente fait grossir le volume du profit et attire des capitaux dans la branche. Une concurrence s'établit et la rente diminue, éteignant ainsi les capitaux, les variations de la rente, faisant varier les taux de profit, sont à l'origine des mouvements de capitaux comme l'est la variation de la productivité du travail (plus-value relative).
- b) Du fait de la variation nécessaire du volume de la rente, l'uniformité du taux de profit à travers les différentes branches est une hypothèse dont la vérification est improbable.

c) Le profit d'une entreprise n'est pas constitué uniquement par la plus-value produite par ses travailleurs mais il contient aussi, sous forme de rente, une partie des plus-values produites par les travailleurs d'autres entreprises [14]

Dans le capitalisme des monopoles, où la firme a une connaissance satisfaisante du marché et de ses capacités d'absorption, la politique dite du profit maximum impose de limiter la production pour donner naissance à des rentes, dont le volume est calculé à l'avance et est même l'objet de négociations avec d'autres firmes de la même branche. Et pour ne pas avoir à partager la rente avec de nouvelles firmes éventuellement attirées par le taux de profit, des « barrières à l'entrée » sont érigées, allant du secret qui entoure la technique de production à une publicité coûteuse. Cependant, quelles qu'elles soient, les « barrières à l'entrée » ne sont jamais efficaces pour protéger une firme dont le taux de profit est très élevé. Aussi, la concurrence entre des monopoles d'un même pays ou de pays différents ne permet pas à la rente d'occuper une part trop importante dans le profit d'une entreprise. Une rente trop importante accroît en proportion le taux de profit et provoque un mouvement de capitaux susceptible de le rétrécir.

La rente monopoliste peut inciter à la reproduction simple du système à la limite ; mais cette possibilité est écartée par l'évolution de la loi de la valeur qui induit, par ailleurs, les variations de la plus-value relative. En effet, une entreprise qui, après avoir érigé des « barrières à l'entrée » infranchissables et maximisé la rente monopoliste, n'est pas à l'abri des conséquences d'une « révolution » dans le procédé de fabrication dont profiterait une autre entreprise de la même branche; elle serait vite évincée par cette dernière sur le marché. Malgré l'existence de rentes monopolistes importantes, le capitalisme des monopoles assure la reproduction élargie de sa base matérielle à travers l'accroissement incessant de la plus-value relative, traduisant une élévation constante du taux d'exploitation de la force de travail.

La rente, à la différence de la plus-value, n'est pas une valeur nouvelle, elle n'est pas une création ex-nihilo de valeur, Elle est seulement un transfert de valeur ; du reste, la rente est financée par la plus-value et, la partie de celle-ci qu'elle mobilise, lui préexiste. Si la rente venait à disparaître, la partie de la plus-value qu'elle mobilise recevrait une autre affectation. Comme toute rente, la rente monopoliste est parasitaire et son importance, loin de dynamiser l'activité économique, l'handicape, les branches où le taux de profit est le plus élevé grâce à l'importance de la rente sont des branches qui créent relativement moins de valeur qu'elles n'en prennent au marché. Ce sont des branches florissantes dans la circulation mais handicapantes dans le système productif. A la limite, elles pénalisent les entreprises qui ne jouissent pas de rente ou qui jouissent de rente de faible volume. Par ailleurs, plus est grand le volume des rentes monopolistes, au niveau global, au niveau d'une économie nationale par exemple, plus sera grande la ponction qu'opère cette rente sur la valeur sociale totale créée.

La rente monopoliste amoindrit les *profits réels* et les *salaires* qui la financent et porte en elle les mécanismes inflationnistes. Plus elle est importante et plus est grande la part retirée aux salaires et aux profits, c'est-à-dire plus elle est importante, plus les salaires réels et les profits réels seront petits.

Sur le plan international, une économie où la rente monopoliste est importante, est une économie vulnérable et fragile devant la concurrence. Les prix des produits offerts par les entreprises d'un espace économique étranger pourraient être des prix qui n'auront pas payé la rente monopoliste et par conséquent ils seront compétitifs, à salaire égal et à « profit pur » égal.

5. Rente, plus-value et théorie néoclassique.

Supposons une contrée où les terres fertiles sont rares et où le blé constitue la principale alimentation des hommes. Compte tenu de la productivité du travail en agriculture, les terres sont dites rares en raison de l'insuffisance de la production en blé face à la demande portant sur ce produit. La rareté n'est pas l'image inversée de l'utilité ; elle mesure une relation quantitative objective — indépendante des traits psychologiques des uns ou des autres — entre un volume de production et des potentialités de consommation. Essayons de voir comment va être obtenue et répartie la production de blé.

Les terres étant rares, elles seront l'objet d'appropriation privée. Les propriétaires des terres avanceront du capital pour l'achat de matériel et de semences et verseront des salaires à la main-d'œuvre agricole. Une fois produites, les quantités de blé seront écoulées sur le marché. A quel prix l'unité de blé sera-t-elle cédée ? Le propriétaire devra récupérer ses avances en capital et en salaires et sera tenté de maximiser la différence entre ce qu'il a avancé et ce qu'il recevra du marché. Le travail dépensé pour la production du blé recréera non seulement la valeur des avances du capital, mais il donnera naissance à un surplus, appelé plus-value. Avant d'entrer dans la circulation, le volume de la production de blé ne constitue rien d'autre qu'une quantité de blé dans laquelle il n'y a ni capital, ni salaires et encore moins de plus-value. C'est dans la circulation que le coup de théâtre se produit [15] et que la quantité de blé se répartit en capital, en salaires, en plus-value et en rente.

Que s'est-il passé ? En entrant au marché, la quantité unitaire de blé voit son prix *se* fixer en fonction de la quantité globale. Du prix qu'il lui est offert, le propriétaire déduit son capital initial et évalue la différence. Cette différence est constituée de deux éléments : la plus-value et la rente [16]. Examinons-nous à l'aide d'un schéma.

En faisant varier Q sur l'axe des abscisses, le prix du blé varie sur l'axe des ordonnées. La quantité Q_r correspond au prix R et, si cette quantité augmente, le prix du blé diminue successivement en M , en V et en C . Mais au prix C , le prix ne recouvrira que le capital constant dépensé pour la production de la Quantité O_c . Cela signifie que le propriétaire ne réalise ni plus-value, ni rente et qu'il perd les salaires qu'il aura avancés. Au prix V , le propriétaire ne réalise aucun excédent et, à partir de ce niveau, toute augmentation de prix traduit la réalisation d'un surplus. Nous supposons, par hypothèse, que la demande de la marchandise prise en exemple (le blé) est parfaitement élastique, c'est-à-dire qu'elle est très sensible à la variation du prix. Ce qui est important à souligner, c'est que le niveau de la plus-value dépend des conditions de réalisation et ne préexiste pas à celles-ci. Il est vrai que la plus-value est fonction du taux d'exploitation mais celui-ci permet la création d'un surproduit dont une partie peut ne pas être réalisée ; autrement dit la plus-value réalisée pourrait ne pas correspondre exactement au surproduit créé. Que signifient ces variations du volume de la plus-value ? Elles signifient que les quantités de marchandises produites offertes à un prix donné, sont soumises aux lois du marché qui pré lèvent ou ajoutent une rente dite de marché. Cette rente se retranche de la plus-value ou elle s'y ajoute selon la quantité offerte. Aussi, la plus-value peut-être positive comme elle peut être « annulée ». Sur le schéma, la distance VM matérialise la plus-value et la distance MR la rente. Cependant, le point R est susceptible de varier jusqu'au point O sur l'axe des ordonnées. Quand $R = O$, cela signifie que la rente est négative au point d'annihiler les coûts de production ($C + V$). Quand R se fixe au point V , cela signifie que la rente (négative) a annihilé la plus-value (crise totale de réalisation). Quand R

se fixe au point M, cela signifie que la rente de marché est nulle. Cette situation est obtenue, théoriquement, en hypothèse de concurrence pure et parfaite [17]

La théorie néo-classique raisonne sur la même figure ci-dessus sauf qu'elle fixe le point V à l'origine ($V = O$) en cas de rémunération nulle des facteurs de production. Selon la théorie néo-classique les prix de C et V sont nuls si C et V sont abondants. Toute la théorie néo-classique est construite sur ce postulat qui évacue, en le niant, le temps de travail nécessaire, c'est-à-dire les coûts de production (travail mort et travail vivant). Nous avons vu plus haut, chez D. Ricardo, que rareté et temps de travail nécessaire se combinent pour expliquer la valeur d'une marchandise. Pour Levons et Menger, seule la rareté est prise en compte, répudiant ainsi le temps de travail nécessaire, c'est-à-dire la loi de la valeur-travail [18]. Mais il n'y a pas que les coûts de production qui sont niés par la théorie néo-classique. Pour L. Walras, le profit pur disparaît en concurrence pure et parfaite, confondant ainsi rente de marché et profit. L. Walras réduit la valeur d'échange d'une marchandise à la rente qu'elle procure en cas de rareté. Il écrit : « S'il est certain que la rareté et la valeur d'échange sont deux phénomènes concomitants et proportionnels, il est certain que la rareté est la cause de la valeur d'échange [19]. » Les économistes néoclassiques ne considèrent que la partie visible de *l'iceberg*, à savoir le profit, sans distinguer ses parties constitutives ou les parties desquelles il se détache. Le profit pur, chez L. Walras, n'est que la rente monopoliste, et celle-ci disparaît, en effet, en concurrence pure et parfaite. En réalité, le profit, c'est-à-dire le surplus pour lequel toutes les entreprises fonctionnent et qui demeure le mobile de l'activité économique dans le capitalisme, ne peut disparaître même en concurrence pure et parfaite. Sur ce point, les économistes néo-classiques sont peu rigoureux s'ils croient que l'économie capitaliste, en concurrence pure et parfaite, fonctionne sans profit. Mais là interfère l'idéologie qui sert de fondement au postulat de base de la construction néo-classique. La théorie néo-classique n'a présenté cette apparence de rigueur, sur ce point, que parce qu'elle a raisonné sur la rente monopoliste — assimilée à tort au profit — qui est fonction de la relation quantité-prix. Cependant cette rente n'épuise nullement la question de la plus-value (forme de surproduit) et des coûts de production (capital constant et capital variable que l'on pourrait appeler autrement si l'on veut). Du reste, partant de cette problématique et présentant la schématisation telle que nous l'exposons, la théorie néo-classique est incapable de répondre à la question : d'où provient le « profit pur » dont il est question. S'il disparaît en concurrence pure et parfaite, c'est qu'il provient d'une non-concurrence (monopole), ou d'une concurrence « impure et imparfaite ». le profit proviendrait donc uniquement de l'échange, ce qui est une conception à connotation mercantiliste qui n'explique pas, pour le moins, l'accumulation des richesses sociales.

La théorie néo-classique a « confondu » entre la valeur d'un produit et la rente que procure sa rareté et c'est pourquoi elle explique la valeur par la seule rareté. Un effet, cette théorie ignore totalement les coûts de production et ne tient compte que de la rente. Plus précisément, dans le calcul des prix, elle ne fait intervenir que les rentes procurées par les différents « facteurs de production », sans que la notion de rente ne soit appréhendée explicitement. C'est assurément une erreur, puisque la valeur du produit n'est pas expliquée et le prix serait une sommation de rentes. Cette théorie, pourrait-on dire, serait la théorie de la rente généralisée, faisant une impasse absurde sur la loi de la valeur dont elle ne veut pas entendre parler.

Le salaire serait la rente procurée par le travail (d'où les fluctuations des salaires en fonction du volume de l'offre de travail) et le profit serait la rente procurée par le capital (d'où les variations du taux d'intérêt en fonction des disponibilités des capitaux) [20]. La consommation productive, les coûts de production sont niés, puisque n'est pas pris en compte tout ce qui est

détruit dans le procès de travail (usure du capital fixe, destruction des matières premières, dépense du temps de travail) comme est niée la plus-value ou surproduit, le salaire rémunère le travail utilisé et le taux d'intérêt produit (ou amortit) le capital engagé dans la combinaison de production, L'élargissement de la combinaison travail-capital n'est pas expliqué. Ce silence n'est pas fortuit car toute la construction a pour objectif de montrer que le travail n'est pas créateur de valeur et qu'il reçoit une rémunération en fonction de sa rareté [21].

La théorie néo-classique refuse la loi de la valeur-travail parce que « creuser un trou et le reboucher » ne crée pas de valeur ! Elle omet de dire que ce trou creusé, n'ayant aucune utilité sociale, est rejeté du procès de circulation puis que la valeur d'échange n'existe pas indépendamment de la valeur d'usage. La théorie néo-classique soutient, qu'en raison du principe qui fonde la valeur, une marchandise disponible en quantité illimitée n'a pas, ou presque pas, de valeur. Ce n'est pas totalement faux si l'on ne reste pas au niveau superficiel. Une marchandise, produite dans des quantités supérieures aux besoins qui s'expriment sur le marché, sera vendue en dessous de sa valeur pour se débarrasser des quantités invendues afin de minimiser les pertes (rente de marché négative financée par la plus-value locale). Produite dans de grandes quantités, elle ne pourra pas faire apparaître des rentes sur le marché au profit des vendeurs ; si son prix est en deçà de ses coûts de production, elle fait apparaître des rentes dont profite l'acheteur. Les coûts de production et le profit (plus-value) sont transférés à l'acheteur. Dans ce cas de sur-production, une plus-value est bel et bien contenue dans la marchandise, mais elle a été appropriée, non par le capitaliste, mais par l'acheteur. Voilà pourquoi le capitaliste préfère être en situation de sous-production, qui lui procure d'importantes rentes, et non en situation de sur-production. Mais la sous-production est incompatible avec la logique du système qui fait naître la concurrence. Aussi, une entreprise qui « dépose le bilan n'est pas une entreprise qui ne produit pas de plus-value » mais une entreprise dont la plus-value produite n'est pas réalisée par le procès de circulation, la validation sociale par le marché, indispensable à la réalisation de la plus-value, concerne non seulement la valeur d'usage des marchandises produites mais aussi la quantité dans laquelle elles sont produites.

La problématique néo-classique est la problématique de la répartition par excellence ; elle refuse la production pour éviter la loi de la valeur et pour éviter surtout les rapports sociaux qu'entretiennent les hommes dans la production car celle-ci se prête moins au *fétichisme* des rapports marchands. Dans la problématique néo-classique, l'objet de la science économique est réduit aux relations entre l'homme et les objets qu'il produit. C'est la caverne obscure où les hommes sont guidés par les scintillements des utilités des objets : c'est le monde fétichiste, le « système des objets ». La critique marxiste de l'économie politique porte sur le caractère fétichiste de l'échange et cette critique montre que l'économie politique, au lieu d'étudier les rapports qui s'établissent entre les hommes au cours de la production et la répartition des valeurs d'usage, étudie *des rapports entre les hommes et ces valeurs d'usage*. La problématique néo-classique est, de ce fait, l'expression de l'aliénation des rapports marchands. Autrement, que signifie un rapport entre un homme et un objet ? Ce rapport est privilégié car il sert à mystifier un autre rapport, celui qui apparaît entre les hommes au cours de la production *et* la répartition de ces objets. L'étude scientifique des lois de régulation de la production et de la répartition des richesses est forcément une étude des relations qu'entretiennent les hommes entre eux à travers ces richesses produites et réparties. L'objet de la science économique ne saurait être les relations entre un individu et ce qu'il achète. Quelles relations peuvent exister entre un homme et un objet inanimé ? Par contre, cet objet inanimé est susceptible de mettre en relation des hommes très éloignés géographiquement les uns des autres et d'opposer leurs travaux concrets ou de les combiner ou encore de *faire vivre les uns*

sur le surplus créé par les autres. Ces relations, dites rapports sociaux, sont indépendantes de la nature des biens produits et répartis.

6. Conclusion

Une série de remarques reste à faire au terme de cette réflexion.

a) La rareté est le fond sur lequel se déroule l'échange des biens et produits et, sans rareté, l'échange devient inutile. De celle-ci donc découle l'appropriation privée et, par conséquent, la rente, liée à la rareté et non aux modes de production pré-capitalistes. Le capitalisme éteint les rentes parce qu'il porte en lui la dynamique de la production qui recule les limites de la rareté. Mais sitôt la production baisse par rapport à la demande solvable, des rentes apparaissent, accaparant une partie du surproduit social.

Le capitalisme concurrentiel a aboli la rente due à la rareté mais le capitalisme monopoliste la rétablit avec la différence que, cette fois-ci, elle est étudiée et mesurée grâce à une maîtrise des données du marché.

b) L'un des objectifs de la planification dans la « transition socialiste » devrait faire éteindre les rentes pour éliminer les bases matérielles sur lesquelles se reproduisent les couches sociales parasites et pour élargir les bases de l'accumulation. Mais ces rentes ne peuvent être éteintes par volontarisme juridique ; à cette fin, il faut faire correspondre la production à la demande sociale par l'accroissement de la production, induit par l'évolution de la loi de la valeur, dont le déclin a été amorcé sous le capitalisme. Toute société qui connaît une évolution de la loi de la valeur plus lente que dans la société capitaliste est une société pré-capitaliste dans ses fondements matériels, quand bien même elle a (une) conscience (fausse) d'être au-delà du capitalisme.

c) Le niveau d'évolution de la loi de la valeur sous le capitalisme a permis, ou permet théoriquement, l'extinction des rentes. Si cette évolution continue le temps de travail ne servira plus à mesurer la valeur et le surtravail ou plus-value sera tel que le travail nécessaire sera réduit à l'extrême. Le système social post-capitaliste pourra alors *abolir la plus-value* sur la base du bouleversement du rapport quantitatif travail nécessaire — sur-travail. L'abolition de la plus-value est la conséquence immédiate de la fin de la loi de la valeur et il serait naïf de croire que la plus-value pourrait être abolie en la changeant de nom sans modification de la proportion travail nécessaire — sur-travail. Mais au cours de son évolution, la loi de la valeur fait de tout homme un *rentier*, inconscient du temps de travail concret qui lui est épargné. C'est à la faveur de cette "rente" que le système capitaliste se transforme en impérialisme et produit le sous-développement d'une partie de l'humanité. L'échange dit inégal est l'échange de marchandises produites à différents niveaux de l'évolution de la loi de la valeur et c'est pourquoi il est vain d'expliquer l'impérialisme par les facteurs politiques.

d) Dès lors, l'économie dominante (dont la théorie néo-classique est un des principaux courants) trouve ses fondements historique et épistémologique à une certaine phase du développement de la loi de la valeur. Abstraction faite des postulats sous-tendus par l'idéologie dominante, l'économie politique demeure valide dans les limites historiques qui sont les siennes : loi de la valeur et rareté. La critique marxiste souligne le caractère historique de ces limites : 1) la rareté n'est pas une donnée naturelle ; 2) la loi de la valeur n'est pas immuable. La critique marxiste insiste sur le caractère historique du fondement

épistémologique de l'économie politique dont elle ne peut prendre la fonction, serait-ce dans la société post-capitaliste.

Notes

[1] K. Kosik, *La dialectique du concret*, F. Maspero, 1978, p. 63.

[2] En fait, la théorie néoclassique n'a pas pour objet le *réel* puis qu'elle construit idéologiquement un réel à elle. La théorie néo-classique, dira K. Kosik, « accueille sans aucune critique l'apparence phénoménale de la réalité qu'elle prend pour la réalité elle-même ». *La dialectique du concret*, Maspero, 1979, p. 63

[3] Dans un article qui date de 1925. P. Sraffa a décelé un vice de raisonnement dans la *courbe d'offre et de demande marshallienne* dans l'articulation des coûts et des rendements croissants et décroissants. Cf. P. Sraffa, *Ecrits d'économie politique*, Economica, 1975.

[4] D. Riemdo, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, Calmann-Lévy, Paris 1970, p91

[5] Id, p. 312.

[6] Marx explique ce fondement de la manière suivante : « Lorsqu'on pousse l'analyse plus avant, on constate que l'offre et la demande supposent l'existence des différentes classes et subdivisions de classe qui répartissent entre elles le revenu total de la société et la consomment comme tel et qui engendrent donc la demande que le revenu autorise. » *Le Capital, L. III, éd. Sociales*, 1976, p. 195.

[7] K Marx, *Le Capital. L. III, éd. Sociales*, 1976, p. 193

[8] *Id.* p. 190,

[9] Cette erreur idéaliste est commise par des auteurs marxistes à chaque fois qu'ils font de la surenchère verbale pour paraître plus marxistes et donc plus orthodoxe A. Lipietz (*Les mystères de la rente absolue* in *Cahiers d'Economie Politique*, n°5) tombe dans ce piège grossier. Pour lui, la rente ne découle pas de la rareté mais du rapport de propriété. Les questions à poser à A. Lipietz sont les suivantes : un rapport de propriété peut-il se fonder sur un bien abondant ? La propriété ne découle-t-elle pas de la rareté ? Peut-il donner un exemple de droit de propriété sur un bien abondant? Les exemples de l'autoroute et du pétrole qu'ils donnent à la page 22 relèvent de la confusion entre un bien rare naturel et une marchandise rare produite. Les marchandises rares parce qu'il en coûte à l'homme de les produire et leur production s'arrête à un certain niveau, éloigné de la rareté, en raison de la concurrence et éloigné de l'abondance en raison des coûts de production. Concurrence et coûts de production déterminent l'évolution du prix d'une marchandise qu'ils font produire dans des quantités qui s'éloignent de deux extrêmes : rareté et abondance.

[10] Cf. Les travaux de N. Marouf sur les foggaras, in *Lecture de l'espace oasien*, Sindbad, 1980.

[11] C'est l'exemple du Maghreb pré-colonial où l'abondance des terres, tout en permettant l'activité agro-pastorale, interdit toute apparition de rente foncière à l'exclusion des abords immédiats des villes. Certains auteurs discernaient un embryon d'ordre féodal dans les abords immédiats des villes mais aucun n'a pu donner une explication rigoureuse à ce phénomène. Cf Chenniouf Tayeb et Djeghoul Abdelka-der, *Éléments de sociologie de l'histoire algérienne* multigraphié 3 volumes. Centre des Publications de l'Université d'Oran, 1978-79

[12] L'offre et la demande sont deux aspects d'une seule et même chose ; la production. L'output d'une branche est l'in-put d'autres branches et la demande n'est que l'offre de la séquence suivante. L'offre et la demande sont liées et elles ne se fixent pas indépendamment l'une de l'autre. Le niveau des besoins de consommation finale est fixé par le volume de salaire et de profit. A ce sujet, Marx écrit : « Remarquons ici en passant que le « besoin social », ce qui règle le principe de la demande, est essentiellement conditionné par les rapports des différentes classes entre elles et par leurs positions économiques respectives ; donc d'abord par le rapport de plus-value totale au salaire et ensuite par le rapport entre les diverses fractions en lesquelles se décompose la plus-value (profit, intérêt, rente foncière, impôts, etc.). Nous constatons donc à nouveau que rien ne peut être expliqué d'une manière absolue par l'offre et la demande, si l'on n'a pas montré sur quelles bases ce rapport entre en jeu. » (*Le Capital*, L. III, op. cit., p. 183). Les possibilités de production et les capacités de consommation sont dialectiquement liées et se conditionnent dans de larges mesures. Dans l'histoire humaine pré-capitaliste, de leur équilibre précaire dépendait la reproduction des conditions d'existence, et tout indique que le sous-développement des pays du Tiers-Monde trouve son origine dans la rupture de l'équilibre entre production et consommation

[13] Le sous-développement des pays du Tiers-Monde se perpétue en raison de la "rente de développement" dont jouissent les pays développés. Ces derniers disposent aujourd'hui d'un appareil industriel d'une infrastructure, d'un travail social abstrait dont les coûts ont déjà été amortis. Comment donc un pays sous-développé pourrait-il produire dans des conditions au moins égales à celles des pays développés?

[14] Bien qu'à son époque le monopole fut l'exception, Marx avait perçu les effets du monopole à travers la *redistribution de la valeur*. Il écrit : "Le prix de monopole de certaines marchandises transfère seulement une partie du profit réalisé par les autres producteurs de marchandises à prix de monopole. La répartition de la plus-value entre les différentes sphères particulières en subirait indirectement une perturbation localisée, mais la limite de la plus-value elle-même n'en serait pas modifiée ». K. Marx, *Le Capital*. L. III, éd. Sociale», 1976, p. 776

[15] Marx distingue le procès du travail (où sont produites les valeurs d'usage) du procès de valorisation (où se réalise la plus-value) dont l'« unité immédiate" forme le procès de production. C/. K. Marx, *Un chapitre Inédit du Capital*, éd. 10/18 1968.

[16] Il est temps de prévenir un éventuel malentendu qui risque de surgir à la lecture de ce texte, la rente dont il est question ici n'est pas la rente foncière qui se déplace de la plus-value et qui constitue le revenu des propriétaires fonciers. Cette rente est financée, en général, par la plus-value produite localement puisque celle-ci se décompose en profit, rente foncière, intérêt du capital, impôts et taxes diverses... Notre propos s'intéresse à la *rente de marché* ou *rente monopoliste* qui n'est pas financée d'ailleurs par la plus-value produite localement. Elle n'est financée par la plus-value produite localement que lorsque cette rente est négative. Quand elle est positive, elle est financée de *l'extérieur* de la firme ou de la branche — puisqu'elle s'ajoute

à la plus-value créée localement — par des parties de plus-value produite ailleurs et des parties de salaires. Si l'entreprise considérée produit des biens intermédiaires et si la rente monopoliste apparaît, elle sera financée *par* des parties de plus-value échangées contre ces biens intermédiaires. Si l'entreprise considérée produit des biens salariaux destinés à la reproduction de la force de travail, la rente monopoliste sera alors financée par des parties des salaires qui se convertiront en biens salariaux.

[17] Le problème qui se posera à l' *économie politique* est de situer, sur le graphique, le point M pour évaluer la part respective de la rente de marché et de la plus-value créée localement. La quantification des parties constitutives de la plus-value (profit, intérêt, rente foncière, rente de marché...) n'entre pas dans le champs épistémologique de la critique marxiste, c'est-à dire que cette quantification se situe en dehors de l'objet de la critique marxiste. Du reste, les concepts que celle-ci a forgés — pour appréhender son objet — ne permettent pas la résolution de ce problème. La formule de Marx $C+V+pl$ ne quantifie pl que lorsque est supposé connu le taux d'exploitation ; or celui-ci est donné par le taux de plus-value lequel ne peut être connu avant le volume de plus-value réalisé. L'objet de la critique marxiste est de montrer uniquement les conditions de formation du surproduit et les modalités de sa répartition.

[18] La réaction de la critique marxiste, postérieure à Marx, face à la théorie néo-classique a été symétrique à celle des néo-classiques face aux "classiques" et s'est située à l'autre extrémité, en ne prenant en compte que le temps de travail nécessaire, répudiant ainsi la rareté

[19] L. Walras, *Economie politique pure*. Paris. 1926. p. 102

[20] Peut-on dire du salaire qu'il est une rente déterminée par la disponibilité de la force de travail sur le marché ? Non ! La définition de la rente interdit cette généralisation au salaire et à la plus-value. La rente est un transfert de valeur, une ponction, Le surproduit, *composé* du salaire et de la plus-value est une création nouvelle. Ni le capitaliste, et encore moins *le* travailleur, ne sont des « rentiers ». Le travail seul crée la richesse et le salaire reconstitué dans le surproduit, est la valeur d'échange non du travail mais de la force de travail dont la reproduction introduit d'autres dimensions que celles physiologiques. la valeur d'échange de la force de travail peut, en effet varier mais elle ne pourra jamais être inférieure au minimum vital. Si elle est inférieure à ce minimum, l'individu préférerait mourir de faim sans travailler que mourir de faim *en* travaillant

[21] Dans la réalité, la fixation du niveau du salaire n'obéit pas à la rareté ou à la disponibilité de la force de travail, Il est vrai qu'en période de chômage endémique les syndicats n'ont pas la force suffisante pour s'imposer au patronat et celui ci en profite pour abaisser le salaire réel. En fait, le niveau des salaires est fonction de trois éléments indirectement liés entre eux.

- a) La combativité de la classe ouvrière.
- b) Le volume des besoins de l'ouvrier (reproduction de la force de travail) dont l'échelle de mesure est liée à l'histoire de la société.
- c) Enfin de la productivité moyenne de travail qui rend possible ou qui interdit les hausses de salaire lors de négociation entre ouvriers et capital.